

REPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE

---

Direction  
des Affaires civiles et du Sceau

----

Sous-Direction de la Législation  
Civile et de la Procédure

----

Bureau de Droit Civil Général

LE GARDE DES Sceaux, MINISTRE  
DE LA JUSTICE

à

Madame et Messieurs les Procureurs  
Généraux près les Cours  
d'Appel

et

Messieurs les Procureurs de la  
République près les Tribunaux  
Supérieurs d'Appel

CIRCULAIRE n° : 84/5

REFERENCES : 113 - 6 - A/DH

O B J E T : Etat civil des réfugiés.

La France a connu ces dernières années l'arrivée en nombre très important de personnes ayant la qualité de réfugié, en provenance souvent de pays dont la langue, les lois et les mœurs sont très différentes des nôtres. Leur adaptation à notre système administratif, en particulier en ce qui concerne l'état civil, s'est parfois révélée difficile du fait de leur méconnaissance de nos institutions, souvent de notre langue.

Dans certains cas, la difficulté s'est accrue du fait que les services auxquels les réfugiés se sont adressés s'interrogeaient sur les règles juridiques qui leur sont applicables. On a vu ainsi se développer des pratiques différentes selon les régions ou selon les services qui avaient à résoudre des problèmes d'état civil très complexes.

C'est pourquoi il a paru nécessaire de rappeler les principales règles qui régissent l'état civil des réfugiés en France.

.../...

## 1. Détermination et statut des réfugiés.

En application de la convention de Genève du 28 juillet 1951, ratifiée par la loi n° 54 - 290 du 17 mars 1954 et publiée par décret n° 54 - 1055 du 14 octobre 1954, (J.O. du 29 octobre 1954, p. 10225), est considérée comme étant un réfugié toute personne qui, craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays.

Les réfugiés sont soumis à un statut prévu par la convention de Genève précitée et par le protocole des Nations Unies du 31 janvier 1967 auquel la France a adhéré (J.O. du 18 avril 1971, p. 3572). D'une manière schématique, les réfugiés sont soumis, en matière d'état des personnes, aux mêmes lois que celles applicables aux nationaux de l'État dans lequel ils résident. En France, ils sont donc régis par les lois françaises au même titre que nos ressortissants, en particulier en ce qui concerne leur état civil.

Le bénéfice du statut de réfugié sur le territoire français est accordé aux intéressés qui le demandent, après examen de leur situation, par un établissement public relevant du ministère des relations extérieures : l'Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides (O.F.P.R.A.) créé par la loi du 25 juillet 1952 (J.O. du 27 juillet 1952) complétée par le décret d'application du 2 mai 1953 (J.O. du 3 mai 1953). Ce service est, depuis une date récente, installé à l'adresse suivante :

Tour Pariphéric  
6 rue Emile Raunaud  
93306 AUBERVILLIERS CEDEX

Tél. : (16.3) 835.09.20

L'O.F.P.R.A. délivre aux personnes concernées un certificat établissant qu'elles ont la qualité de réfugiés.

## 2. Etablissement aux réfugiés de documents tenant lieu d'actes de l'état civil constatant un évènement survenu avant leur arrivée en France.

Lorsqu'ils arrivent en France, les réfugiés, bien souvent, ne possèdent pas d'actes de l'état civil, soit qu'aucun acte ne leur ait été dressé dans leur Etat d'origine, soit qu'ils ne puissent en réclamer un expédition aux services d'état civil de cet Etat.

Par ailleurs, la transcription sur les registres français des actes d'état civil déjà établis n'est pas possible.

.../...

Afin de leur faciliter la preuve des événements d'état civil les concernant et survenus dans le pays dont ils sont les réfugiés avant leur arrivée en France, l'O.F.P.R.A. a reçu le pouvoir de leur établir des certificats attestant ces faits. L'article 4 de la loi du 25 juillet 1952 dispose en effet :

"L'office est habilité à délivrer, après enquête, s'il y a lieu, aux réfugiés et apatrides... les pièces nécessaires pour leur permettre, soit d'exécuter les divers actes de la vie civile, soit de faire appliquer les dispositions de la législation interne ou des accords internationaux qui intéressent leur protection, notamment les pièces tenant lieu d'actes d'état civil.

"Le directeur de l'office authentifie les actes et documents qui lui sont soumis. Les actes et documents qu'il établit ont la valeur d'actes authentiques.

"Ces diverses pièces suppléent à l'absence d'actes et de documents délivrés dans le pays d'origine."

Le décret du 2 mai 1953 précise que "le directeur de l'office est appelé notamment à :

"1° Certifier la situation de famille et l'état civil des intéressés tels qu'il résulte d'actes passés ou de faits ayant eu lieu dans le pays d'origine du réfugié.

"2° Attester la régularité, la valeur et la conformité avec les anciennes lois du pays d'origine des actes passés dans ce pays (...)."

Il résulte de ces textes que l'O.F.P.R.A. est seul habilité à établir des documents qui tiennent lieu d'actes de l'état civil aux réfugiés pour les événements antérieurs à leur arrivée en France.

Dès lors qu'un réfugié réclame à un officier de l'état civil, à un juge d'instance ou à une autre autorité judiciaire un document attestant d'événements d'état civil survenus avant qu'il pénètre en France, ces autorités sont en principe incompétentes pour le lui délivrer. Il convient donc de renvoyer systématiquement l'intéressé à l'O.F.P.R.A. ou de prendre contact avec cet organisme.

Hormis leurs conditions particulières d'établissement, les certificats tenant lieu d'actes de l'état civil délivrés par l'O.F.P.R.A. ne sont régis par aucune règle spécifique. Il convient dès lors de leur appliquer le régime en vigueur pour les autres actes de l'état civil. En particulier :

- a) ils font foi au même titre que les actes de l'état civil dont ils tiennent lieu ;

.../...

- b) ils doivent contenir, pour autant qu'il soit possible, les énonciations prévues aux actes de l'état civil français auxquels ils correspondent ;
- c) ils doivent comporter l'indication des actes ou décisions dont la mention est prévue par les textes en vigueur en marge des actes de l'état civil français. Des avis de mention doivent être envoyés à cette fin à l'O.F.P.R.A. chaque fois qu'une mention devrait être inscrite en marge de l'acte français correspondant au certificat. Les dispositions relatives à l'envoi et à l'apposition des mentions leur sont applicables (voir paragraphe n° 218 et suivants de l'Instruction générale relative à l'état civil).

### 3. Rectification des certificats tenant lieu d'actes de l'état civil.

Une fois qu'ils ont été établis, les certificats ne peuvent plus être rectifiés, modifiés ou complétés que selon les dispositions régissant les actes de l'état civil français. Il obéissent notamment en la matière aux prescriptions édictées par l'article 99 du code civil et les articles 1046 et suivants du nouveau code de procédure civile.

Il a été signalé que des modifications étaient demandées aux services de l'O.F.P.R.A. fondées sur des actes de notoriété délivrée par des juges d'instance. Il convient de rappeler à ce sujet qu'un acte de notoriété ne peut jamais entraîner à lui seul, la rectification d'un acte de l'état civil ou d'un certificat en tenant lieu.

Lorsqu'il y a lieu de changer le contenu d'un certificat de l'O.F.P.R.A. plusieurs juridictions ou parquets peuvent être territorialement compétents en application des dispositions des articles 1046 et suivants du nouveau code de procédure civile. Toutefois, et sans qu'il s'agisse dans l'immédiat de modifier les règles de compétence de droit commun, il y aurait intérêt, compte tenu de la vocation centralisatrice de l'office, de ce que les événements à constater se sont produits à l'étranger et de la spécificité de l'état civil des réfugiés, à soumettre les difficultés soulevées en l'espèce aux autorités judiciaires du tribunal de grande instance de PARIS.

### 4. L'état civil des réfugiés en France.

#### 4.1. Justification d'un événement survenu à l'étranger.

Ainsi qu'il a été précisé, tous les réfugiés ont en France la possibilité de se procurer un document d'état civil en s'adressant à l'O.F.P.R.A. Il convient dès lors, chaque fois qu'une telle pièce est nécessaire, soit de la réclamer à l'office, soit d'inviter l'intéressé à produire un certificat de l'office.

Il faut en particulier rappeler qu'en aucun cas une fiche d'état civil ne peut être délivrée si n'est pas présenté l'un des documents prévus par le décret du 26 septembre 1953 portant simplification de formalités administratives, modifié notamment par le décret n° 72 - 214 du 22 mars 1972. Pour un réfugié qui ne serait pas né en France et qui est dépourvu de tout extrait de son

.../...

acte de naissance détenu dans son pays d'origine, la fiche ne peut dont être délivrée que sur présentation soit du certificat tenant lieu d'acte de naissance, établi par l'O.F.P.R.A. ou de son extrait, soit d'un livret de famille.

Il faut encore souligner que lorsqu'un réfugié veut se marier, il n'y a pas lieu d'utiliser la procédure de l'acte de notoriété prévue par l'article 71 du code civil pour suppléer le défaut de production d'un extrait d'acte de naissance : l'intéressé à la faculté de réclamer à l'O.F.P.R.A. un certificat qui en tienne lieu. Les juges d'instance saisis dans de telles hypothèses auront donc avantage à se mettre immédiatement en rapport avec l'office dès qu'il leur apparaîtra que la personne concernée est susceptible d'avoir la qualité de réfugié et de la renvoyer à se procurer un certificat auprès de l'O.F.P.R.A. lorsqu'ils acquerront la certitude qu'elle a cette qualité.

Avant de célébrer le mariage d'un réfugié né à l'étranger, les officiers de l'état civil devront toujours exiger la production d'un certificat tenant lieu d'acte de naissance ou son extrait, délivré par l'O.F.P.R.A.

En cas de difficulté sur l'état civil d'un réfugié, il y a lieu de prendre systématiquement contact avec l'O.F.P.R.A.

#### 4.2. Actes de l'état civil constatant un événement survenu en France.

En application de la convention de Genève, les réfugiés ont accès aux services de l'état civil français dans les mêmes conditions que nos nationaux. Dès lors les officiers de l'état civil et, le cas échéant, les autorités judiciaires doivent leur établir des actes de l'état civil comme s'ils concernaient des Français.

Il convient toutefois de tenir compte, lorsque c'est possible, des particularités liées à l'origine des intéressés. Par exemple, pour attribuer un prénom à l'enfant d'un réfugié, l'officier de l'état civil devra apprécier la recevabilité du prénom en fonction de la nationalité du réfugié ; un prénom utilisé dans un pays étranger qui n'est pas normalement admis comme tel en France devra être accepté si le réfugié est originaire de ce pays.

Lorsqu'un réfugié qui n'est pas né en France s'y marie un avis de mention doit être adressé au directeur de l'O.F.P.R.A. par l'officier de l'état civil qui a célébré l'union. Cet avis doit être conforme au modèle prévu aux paragraphes n° 238 et 239 de l'Instruction générale relative à l'état civil.

De même, en cas de séparation de corps ou de divorce, le directeur de l'office doit en être avisé lorsque l'une des parties est un réfugié qui n'est pas né en France.

Pareillement, l'officier de l'état civil qui dresse un acte de reconnaissance ou de décès pour un réfugié doit en aviser l'O.F.P.R.A. selon les modalités prévues pour les actes de l'état civil français.

.../...

Lorsqu'un acte nécessite la présentation d'un certificat de coutume par un réfugié, ce certificat doit être réclamé à l'O.F.P.R.A. seul compétent pour le délivrer en vertu de la loi du 25 juillet 1952 et du décret du 2 mai 1953 mentionnés plus haut.

+

+

+

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire part des difficultés que pourrait occasionner la situation des réfugiés au regard des dispositions régissant l'état civil.

Pour le Garde des Sceaux  
Ministre de la Justice  
et par délégation  
le Directeur des Affaires  
Civiles  
et du Sceau

Pierre LECLERCQ